

LES MANIFESTATIONS DE GEZI: DYNAMIQUES PROTESTATAIRES ET FRAGILISATION DU RÉGIME ERDOĞAN

Points clés

- 1. En 2013, la Turquie est gouvernée depuis dix ans par le Parti de la Justice et du Développement (AKP) d'Erdoğan**, qui concentre le pouvoir, réduit l'espace de l'opposition et multiplie les projets de privatisation de l'espace public urbain. C'est dans ce contexte qu'un projet de destruction d'un parc au cœur d'Istanbul met le feu aux poudres.
- 2. L'intervention policière contre un sit-in de cinquante personnes est un point de bascule** : la question n'est plus ce qui sera construit à Taksim, mais comment le pouvoir traite le dissensus. Ce basculement entraîne une participation de masse dans tout le pays.
- 3. La base sociale du mouvement est majoritairement jeune, urbaine et diplômée**, mais sa coalition organisationnelle est bien plus large, fédérant syndicats, associations féministes, chambres professionnelles et partis d'opposition au sein d'une plateforme commune.
- 4. Les manifestants surpassent le régime sur le terrain narratif** : les médias traditionnels étant silencieux, les réseaux sociaux comblent le vide, et le gouvernement perd la maîtrise du récit au moment même où la mobilisation atteint son sommet.
- 5. Gezi impose un coût politique réel à Erdoğan** : exposition internationale, crise de légitimité sur le terrain des libertés civiques, gestion de crise contrainte et visible, sans produire de bascule institutionnelle.
- 6. La structure décentralisée du mouvement est à la fois sa force et son plafond** : elle permet une mobilisation rapide et inclusive, mais prive le mouvement de l'organisation durable nécessaire pour convertir l'élan en transition politique.

SOMMAIRE

Chronologie	3
Introduction	4
I. Les conditions du succès : massification et robustesse tactique	5
II. Pourquoi le pouvoir vacille : crise de légitimité, perte de maîtrise narrative, hausse des coûts et reconsolidation	10
III. Conclusion	11
IV. Leçons opérationnelles	12
Sources	13



CHRONOLOGIE

27 MAI 2013

Début du sit-in.

28 MAI 2013

Première intervention policière
: dispersion du sit-in ; des tentes
sont détruites.

30 MAI 2013

La mobilisation grossit
autour de Gezi et de Taksim.

31 MAI 2013

Répression policière massive
à l'aube, les manifestations
s'étendent rapidement à de
nombreuses villes.

1ER-2 JUIN 2013

Occupation et consolidation :
les protestataires reprennent
de fait la zone de Taksim/Gezi.

3-5 JUIN 2013

Structuration et diffusion :
multiplication d'assemblées, de
collectifs et de réseaux de
solidarité ; appels à la grève et
actions de soutien.

11 JUIN 2013

Reprise progressive par la
police et nouvelles vagues
d'affrontements dans
plusieurs quartiers.

15-16 JUIN 2013

Évacuation du parc Gezi :
opération décisive pour vider le
campement.

FIN JUIN-JUILLET 2013

Après-coup : poursuites
judiciaires, enquêtes, débats
publics et polarisation durable.

INTRODUCTION

En Turquie, au printemps 2013, des tensions politiques et sociales se sont cristallisées autour de la centralisation accrue de la décision publique et de la multiplication de projets de privatisation de l'espace public urbain. A Istanbul, **le projet de réaménagement de la zone de Taksim prévoyait la disparition de Gezi Park**, l'un des rares espaces verts du centre, au profit d'une reconstitution de caserne ottomane et d'équipements commerciaux et culturels. Pour des urbanistes, architectes et militants environnementaux, l'enjeu portait autant sur l'objet que sur la procédure imposée sans consultation.

L'élément déclencheur de la crise politique n'a cependant pas été le projet en soi, mais la séquence des premiers jours : **un sit-in a été organisé**, puis une répression policière violente jugée disproportionnée a fait prendre une nouvelle proportion au mouvement. Amnesty International a résumé ce moment fondateur : la violence policière a touché un nerf et une vague de manifestations s'est propagée à travers le pays ; la réaction des autorités a été qualifiée de « *déni arbitraire du droit de manifester pacifiquement* » (1), avec un recours répété à une force abusive pour disperser les rassemblements.

Cette étude de cas propose une lecture des ressorts du succès des manifestations du parc Gezi, pour sa capacité à **massifier un mouvement, à fédérer et à imposer un coût politique certain**. Il s'agira d'étudier les mécanismes par lesquels le pouvoir d'Erdogan a été contraint à une gestion de crise visible avec une perte de maîtrise narrative et une exposition internationale, sans pourtant établir une bascule institutionnelle.



Carte du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français

I. LES CONDITIONS DU SUCCÈS : MASSIFICATION ET ROBUSTESSE TACTIQUE

1. LA BASCULE : REQUALIFICATION DU CONFLIT PAR LA RÉPRESSION

En 2013, Recep Tayip Erdoğan est déjà au pouvoir en tant que Premier Ministre depuis 10 ans. Gezi a illustré un mécanisme particulièrement déstabilisant pour un pouvoir autoritaire : la coercition initiale, loin de contenir le foyer, a requalifié l'évènement en **scandale civique** et a amplifié la participation. La Fondation Internationale des Droits de l'Homme a situé le point de départ au **27 mai** où une cinquantaine de personnes et des journalistes se réunissent dans le parc et sont rapidement dispersés par une **violence policière clairement disproportionnée** au regard de la situation (2). Cet instant a transformé l'objet initial de la contestation civique : la question n'a plus été seulement de savoir ce qu'il s'est construit à Taksim, mais comment le pouvoir a traité le dissensus.

Human Rights Watch inscrit cette bascule dans un cadre plus large : sous un gouvernement disposant d'une forte majorité, le Parti de la Justice et du Développement (AKP en turc) manifestait une **intolérance croissante envers l'opposition, la protestation et les médias critiques** (3). Cette contextualisation a été importante : l'évènement n'a pas « créé » *ex nihilo* la contestation, il a précipité une colère déjà existante et l'a rendue publiquement partageable.



Police tirant des gaz lacrymogènes sur des manifestants à Taksim, Istanbul, juin 2013.

Deux conséquences concrètes se sont dégagées. Comme souvent, la répression a **transformé des témoins passifs en acteurs**. Elle a incité plus de personnes à se mobiliser et a donné à l'engagement un sens moral immédiat de lutte contre l'injustice et les abus de pouvoir. D'autre part, elle a altéré le calcul rationnel des individus : beaucoup ont jugé qu'il était désormais plus risqué de rester chez eux et laisser faire les abus que de descendre dans la rue, malgré les violences policières. La mobilisation s'est alors très rapidement élargie.

La diffusion du mouvement à **d'autres villes** a confirmé une dynamique d'essaimage. Plusieurs sources ont mentionné, sur la base de chiffres officiels relayés, une extension à la quasi-totalité des provinces et une participation se comptant en millions (4). Malgré des estimations divergentes entre sources officielles et indépendantes, l'ampleur et la diffusion nationale du mouvement ne sont pas contestées. **La contestation est devenue multisite**, rendant la stratégie du confinement policier, médiatique et politique plus coûteuse et moins efficace.

2. L'ARCHITECTURE DE MOBILISATION : COALITION SOCIALE, OCCUPATION, COORDINATION ET INFRASTRUCTURE INFORMATIONNELLE

Le succès de Gezi a tenu moins à une organisation préalable qu'à **une architecture de mobilisation capable de produire simultanément de la masse, de la cohésion et de la résilience**. Quatre composantes se sont combinées.

Premièrement, **une coalition sociale large et faiblement encartée**. Selon le sondage KONDA mené sur 4 411 personnes (6-7 juin 2013), 79 % ont déclaré ne pas appartenir à une organisation et 93,6 % ont indiqué être présents à titre individuel (5). L'âge moyen des participants était de 28 ans. Toutefois, la sociologie des participants révèle une surreprésentation de jeunes urbains diplômés et de classes moyennes éduquées. La coalition, bien que pluraliste, n'était pas pleinement représentative de l'ensemble de la société turque. La structure de participation a cependant été massivement « *citoyenne* » plutôt que militante au sens classique. Cette distinction est importante : si la sociologie des participants individuels révèle bien une surreprésentation des jeunes urbains diplômés, la coalition organisationnelle qui a structuré le mouvement était, elle, très diverse. Taksim Solidarity regroupait des associations, fondations, réseaux et partis politiques de nature très variée : la Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (DiSK), l'Association de solidarité LGBTI+ Lambdaistanbul, l'ONG féministe Women for Women's Human Rights, Greenpeace Turquie, le principal parti d'opposition (CHP), le mouvement arménien Nor Zartonk, et le mouvement des retraités et personnes âgées (6).



Campement de protestataires dans le parc Gezi, Istanbul, juin 2013

La tension entre homogénéité sociologique des individus et hétérogénéité organisationnelle de la coalition est ainsi l'une des caractéristiques distinctives de Gezi. De ce fait, l'absence d'imputabilité des manifestations à un parti politique défini a affaibli la méthode de disqualification politique, jusque-là utilisée par le régime, et a placé le pouvoir face à un dilemme : réprimer fortement risquait d'aliéner des publics ordinaires et de nourrir encore l'indignation.

Deuxièmement, **une redéfinition du motif de mobilisation vers des motifs beaucoup plus généraux que la simple contestation locale d'un projet immobilier.** L'Université Bilgia a publié une enquête sur les motivations des manifestants. Les plus citées ont été «*l'attitude autoritaire*» du Premier ministre (92%), «*l'usage disproportionné de la force*» de la police (91%), la «*violation des droits démocratiques*» (91%), et le «*silence des médias*» (84%) (7). Cette hiérarchie des motifs a montré la capacité du mouvement à outrepasser son déclencheur local. Les enquêtes réalisées au cours des premières semaines indiquent donc que les motivations déclarées des participants dépassaient largement la seule défense du parc. Toutefois, cette extension du registre de justification ne doit pas être interprétée comme une homogénéisation idéologique du mouvement. Les recherches qualitatives montrent au contraire une pluralité de cadres interprétatifs: écologistes, libéraux, kémalistes, anticapitalistes, kurdes ou conservateurs critiques. Tous ont coexisté sans pour autant converger sur un programme politique commun. **Le parc a ainsi servi de point de condensation symbolique de griefs hétérogènes plutôt que de preuve univoque d'un autoritarisme perçu.**

Troisièmement, **l'occupation comme mode d'action.** L'occupation du parc Gezi a transformé un lieu en infrastructure civique. On a observé alors une présence continue dans le parc et sur la place Taksim, et entre autres, des ravitaillements, la dispense de soins, la mise en place d'espaces de discussions, etc. L'effet opérationnel a été double. D'une part, l'occupation a créé un point focal narratif, facilement photographiable et racontable, qui a facilité l'adhésion. D'autre part, elle a multiplié les formes de participation. En tant que citoyen on a pu manifester, mais aussi soigner, nourrir, informer, nettoyer, traduire. Cette diversification a abaissé la barrière d'entrée à la participation au mouvement et a renforcé la cohésion.



Un bénévole qui propose de l'aide médicale, place Taksim, 3 juin 2013.

Au-delà de l'occupation elle-même, **plusieurs actions non-violentes distinctes ont produit des images à forte charge symbolique.** La photographie de Ceyda Sungur, une chercheuse en robe rouge aspergée de gaz lacrymogène à bout portant par un policier en tenue antiémeute, se diffusa immédiatement sur les réseaux sociaux et dans les médias internationaux (8), incarnant aux yeux du monde l'asymétrie entre manifestants pacifiques et réponse policière. Le 17 juin, le chorégraphe Erdem Gündüz se posta seul et en silence au centre de la place Taksim et y resta immobile huit heures durant, sans aucun signe ni banderole, un acte suffisamment déroutant pour que les autorités ne sachent comment y répondre. Le mouvement du « *Duran Adam* » (l'Homme debout) se propagea rapidement à Ankara et İzmir via Twitter. Plusieurs danseurs ont tourné en dérision les instruments mêmes de la répression en ajoutant un masque à gaz à leur tenue de performance.



La chercheuse Ceyda Sungur, aspergée de gaz lacrymogène par un policier, mai 2013.

Quatrièmement, **une coordination digitale sans centralisation.** Taksim Solidarity (*Taksim Dayanışması*) a fonctionné comme une plateforme de coordination qui a regroupé des acteurs très différents (associations, collectifs citoyens, syndicats, chambres professionnelles comme celles des architectes/urbanistes, etc.) autour d'un objectif commun : défendre l'espace public de Taksim/Gezi et peser sur les décisions d'aménagement. Plutôt qu'une organisation hiérarchique, cette plateforme a été un front commun : les groupes membres se sont mis d'accord sur des positions partagées, ont organisé des réunions de coordination, ont produit des communiqués, ont planifié des mobilisations (manifestations, rassemblements, campagnes) et, quand c'était pertinent, ont soutenu des démarches juridiques ou techniques (expertises, recours, analyses de projets urbains). L'idée a été de mutualiser réseaux, compétences et visibilité pour parler d'une voix collective et renforcer le rapport de force face aux autorités et aux promoteurs.

Taksim Solidarity regroupait 117 constituants différents, dont plusieurs confédérations syndicales. (9) Le ralliement syndical s'est opéré en deux temps : certains syndicats, comme DİSK, étaient membres fondateurs de la plateforme ; d'autres ont rejoint activement la contestation au cours des premiers jours de juin. KESK, la confédération des syndicats du secteur public, a ainsi avancé et élargi une grève préalablement planifiée pour la faire coïncider avec les manifestations, en y intégrant les revendications démocratiques des protestataires. Le 16 juin, cinq grandes organisations - DİSK, KESK, TMMOB, TTB et TDB - ont appelé à une grève générale contre la répression. Ce ralliement a élargi la base sociale visible du mouvement au-delà de la jeunesse urbaine éduquée, même si les syndicats ont pris soin de ne pas s'en approprier le leadership, ce mouvement très indépendant refusant qu'ils y jouent un rôle directeur.

Les réseaux sociaux ont constitué un espace de mobilisation central. Ils n'ont pas uniquement servi à communiquer : ils ont organisé, ont documenté et ont synchronisé les événements. Par exemple, une campagne appelant à « éteindre la télévision » (#BugunTelevizyonlariKapat) (10) a été reprise dans plus de 50 000 tweets, pour protester contre le manque de couverture des médias traditionnels.

L'humour a constitué un registre à part entière de cette mobilisation numérique. Le pingouin, symbole du documentaire animalier diffusé par CNN Türk pendant les événements, est devenu l'emblème satirique de la censure médiatique : militants et internautes ont diffusé des caricatures de pingouins, dont l'une représentant un pingouin sur un iceberg fondant, regardant Istanbul envahie de gaz lacrymogène sur CNN International, tandis qu'un Turc chez lui regardait des pingouins sur CNN Türk - chacun inconscient de sa propre fin imminente. Erdoğan ayant qualifié les manifestants de *çapulcu* (« pillards »), les protestataires ont immédiatement retourné l'insulte en signe de fierté, décrivant leurs actions de désobéissance civile pacifique et humoristique sous le néologisme *chapulling*, repris jusque dans la presse internationale. Les slogans ont abondé en références à la culture populaire : « *Tayyip - Winter is Coming* » (référence à *Game of Thrones*), ou encore « *Tu t'en prends à la génération qui bat les flics dans GTA* ». Cette mobilisation de l'humour en ligne a rempli une double fonction : souder une identité collective hétérogène et éroder symboliquement l'autorité du pouvoir à moindre coût, dans un environnement médiatique hostile.



Engin Selçuk, caricature "Three monkeys", publiée le 3 décembre 2020 sur Cartoon Movement, dénonçant l'autocensure des médias turcs (CNN Türk, NTV, Habertürk).

II. POURQUOI LE POUVOIR VACILLE : CRISE DE LÉGITIMITÉ, PERTE DE MAITRISE NARRATIVE, HAUSSE DES COÛTS ET RECONSOLIDATION

1. LES MÉCANISMES DE DÉSTABILISATION : LÉGITIMITÉ, SOUVERAINETÉ NARRATIVE ET COÛTS POLITIQUES

Le vacillement du pouvoir est d'abord apparu comme une crise de légitimité. Lorsque l'objet du conflit est devenu le droit de protester et la proportionnalité d'usage de la force, **l'exécutif a été contraint de justifier sa conduite sur un registre normatif, celui des libertés publiques** et non plus seulement sur celui de l'ordre. Amnesty International a souligné que, sur plusieurs mois, la police a recouru de manière répétée (11) une force abusive pour prévenir et disperser des manifestations pacifiques. La FIDH a observé qu'un an après, le combat s'était en partie déplacé dans **les tribunaux** (12) : les protestataires pacifiques ont été poursuivis, tandis que les victimes de violences policières ont peiné à obtenir justice. Cette asymétrie juridique a fragilisé la confiance dans l'État de droit et a nourri une délégitimation diffuse.

Le deuxième mécanisme a tenu à la **maîtrise narrative**. Dans le cas du parc Gezi, les manifestants ont enragé de voir qu'au moment où la mobilisation avait atteint son comble, la chaîne de télévision CNN Türk diffusait un documentaire animalier sur les manchots au lieu de couvrir les contestations (13). La visibilité du moment ne s'est alors pas opérée sur les médias traditionnels, retirant pour un temps à l'État le monopole du fait public : lorsque l'information n'a pas été assurée par les médias traditionnels, les réseaux sociaux ont comblé ces angles morts. Dans un tel environnement, la stratégie d'occultation de l'ampleur de la mobilisation est devenue moins efficace.

2. POURQUOI IL N'Y A PAS EU DE BASCULE INSTITUTIONNELLE : LIMITES INTERNES, REPRISE EN MAIN ET ADAPTABILITÉ DE LA COERCITION

La puissance de Gezi a été d'abord celle d'un moment de cohésion sociale : massification rapide, coalition sociale large, création d'un « *commun* » (14) autour d'un lieu, et supériorité narrative. Mais la conversion d'un moment en bascule institutionnelle aurait supposé des relais durables, une organisation, éventuellement un leadership, des alliances et une stratégie de long terme. Le caractère faiblement structuré et largement individualisé de la participation a favorisé une forte inclusivité initiale, mais il a également limité l'émergence d'un leadership reconnu ou d'une plateforme programmatique stabilisée. Toutefois, certains travaux soulignent que cette horizontalité constituait aussi un choix stratégique visant à éviter la cooptation partisane et la répression ciblée. **L'absence de traduction institutionnelle ne peut donc être imputée uniquement au déficit organisationnel, mais doit être analysée en interaction avec le contexte politique et les opportunités institutionnelles disponibles.**

L'État, de son côté, a disposé d'un avantage comparatif dans la **durée** : il a pu reprendre l'espace, imposer des coûts individuels, et déplacer le conflit sur le terrain judiciaire et administratif. Human Rights Watch a relevé des poursuites contre des centaines de personnes, des détentions et l'utilisation d'accusations lourdes, ainsi que des pressions sur les médias critiques. La FIDH a décrit une « *legal saga* » où des protestataires pacifiques ont risqué de lourdes peines, alors que les poursuites contre les auteurs de violences policières ont été rares et lentes (15).

On a observé ainsi **un vrai apprentissage de l'appareil coercitif**, d'abord l'identification des points d'appui du mouvement, puis neutralisation de ces points par des instruments juridiques et administratifs, par essence fonctions du monopole de l'État. On a vu, dans le sillage de Gezi, des mesures contre l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'expansion du contrôle exécutif sur Internet, et la criminalisation de soins d'urgence hors autorisation. Autrement dit, l'Etat ne s'est pas contenté de disperser un rassemblement ; il a cherché, dans la durée, à réduire la capacité future de la société civile à produire des occupations robustes et à faire émerger des voix contestataires. D'autres analyses invitent toutefois à replacer ces transformations dans une trajectoire plus longue de **centralisation exécutive** déjà amorcée avant Gezi. Il convient donc de considérer Gezi moins comme origine exclusive que comme accélérateur possible de tendances préexistantes.



Intervention des forces antiémeutes à Taksim, Istanbul, juin 2013.

III. CONCLUSION

D'un côté, Gezi a fait la démonstration qu'**une coalition hétérogène a pu se constituer en un temps très court, agréger des causes et des publics multiples, et produire une scène contestataire dotée d'une forte capacité de diffusion**. De l'autre, cette irruption a contribué à **reconfigurer durablement l'environnement politique et institutionnel** vers un resserrement des règles du jeu politique, une intensification des dispositifs de contrôle et une réduction des marges contestataires.

En définitive, l'héritage de Gezi réside moins dans des transformations institutionnelles immédiates que dans la **constitution d'un répertoire d'action et d'une mémoire protestataire mobilisable ultérieurement** : une grammaire de l'occupation et de la non-violence symbolique notamment par un usage intensif de l'humour, de la dérision et des images fortes contribuant à la lutte pour la liberté.

IV. LEÇONS OPÉRATIONNELLES

Occupation du lieu-symbole

Les manifestants ont occupé un espace hautement symbolique pour rendre le conflit immédiatement lisible. Ils ont concentré l'attention médiatique et publique, tout en mettant en place une logistique quotidienne (présence continue, services improvisés, entraide et soins).

Actions non-violentes à forte visibilité

Les collectifs ont privilégié des actions pacifiques très visibles, qui ont produit des images moralement asymétriques. De cette manière, toute répression est apparue disproportionnée et est devenue politiquement coûteuse pour les autorités.

Humour, satire et mèmes

Les participants ont utilisé l'humour et la satire pour fédérer des publics hétérogènes. Ils ont désamorcé la peur, ont retourné les stigmates et ont stabilisé une identité collective en rendant la mobilisation plus inclusive et mémorable.

Plateformes de coordination

Des plateformes comme Taksim Solidarity ont structuré la mobilisation en formulant des demandes communes. Elles ont organisé le porte-parolat, ont réduit la fragmentation entre groupes et ont cadré la relation aux autorités, que ce soit pour dialoguer ou pour refuser le dialogue de manière cohérente.

Information en temps réel

Les réseaux militants ont diffusé des informations en continu pour alerter et coordonner les actions. Ils ont documenté les événements, ont contourné des médias jugés silencieux et ont archivé des preuves utilisables ensuite (témoignages, images, chronologies).

Résilience technique (Wi-Fi, redondance)

Les organisateurs ont mis en place des solutions techniques pour maintenir les flux d'information malgré les perturbations. Ils ont mutualisé des infrastructures locales (points Wi-Fi, batteries, relais) et ont prévu des canaux alternatifs en cas de coupure.

Forums et essaimage

La mobilisation s'est étendue au-delà du lieu central quand des forums se sont créés dans les quartiers. Les participants ont transformé alors l'occupation en constellation de délibérations locales, ce qui a maintenu le tissu militant même après la reprise du site principal.

Appuis syndicaux et professionnels

Les syndicats et les organisations professionnelles ont apporté un ancrage social plus large et transpartisan. Ils ont signalé que la crise ne s'est pas limitée à une jeunesse urbaine, mais qu'elle a touché différents secteurs organisés de la société.

SOURCES

- (1) Amnesty International, *Turkey: Gezi Park protests: Brutal denial of the right to peaceful assembly in Turkey* (2013)
- (2) Amnesty International (EU Office), *Adding injustice to injury: One year on from the Gezi Park protests in Turkey* (2014)
- (3) Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH), *Gezi, One year on: Hunting the protestors down* (27 mai 2014)
- (4) Human Rights Watch, *The Turkish Protests – Still Standing* (21 juin 2013)
- (5) Human Rights Watch, *Turkey: Baseless Charges Over Landmark 2013 Protests* (25 mars 2019)
- (6) KONDA Research & Consultancy, *Gezi Park Survey: Who are they, why are they there and what do they demand?* (2013)
- (7) İnsan Hakları Derneği (İHD), *Report on incidents during the Gezi Park Resistance* (27 May 2013 – 10 July 2013) (2013)
- (8) Hürriyet Daily News, *Protesters are young, libertarian and furious at Turkish PM, says survey* (6 juin 2013)
- (9) Ethical Journalism Network, *Censorship in the Park – Gezi: A Picture of Self-censorship* (s. d.)
- (10) Foreign Policy, *The might of the pen(guin) in Turkey's protests* (10 juin 2013)
- (11) X (Twitter), Hashtag *#BugunTelevizyonlariKapat* (2013)
- (12) YouTube (CNN), *CNN mocked CNN Türk for showing a penguins documentary during Turkish protests* (s. d.)